

still inhabited the mountainous terrain, on the other hand, began to be romanticized as the ideal, unspoiled Turks.

This is a very well-crafted book, one that will surely satisfy the readers with the depth of its analytical, historiographical, and empirical engagement. I only found the last part of the monograph that deals with the post–World War I period to be a bit underdeveloped. Crammed into a single chapter, the post-Ottoman story unfolds in ways one would expect it to do so, largely within the narrative parameters of the new nation-state. Here, the author could have engaged more fruitfully with the analytic insights of those working on messy post-Ottoman transitions. I was also a bit surprised to see that Yaşar Kemal's *İnce Memed*, which was regularly alluded to throughout the book, was markedly absent from the discussion here. This is such a pity because this quintessentially post-Ottoman novel provides excellent hints on the emerging regimes of (abandoned) property and local politics in the early republican Çukurova. Such nitpicking aside, I strongly recommend this book. Gratiën's interventions are well worth reflecting on for historians interested not only in the Ottoman Empire and Turkey but also in environmental history and borderlands studies.

Notes

- 1 Patricia Nelson Limerick, *The Adventures of the Frontier in the Twentieth Century*, in: James R. Grossman (ed.), *The Frontier in American Culture*, Berkeley 1994, pp. 66–102, p. 75.

Janet Polasky: *Asylum Between Nations: Refugees in a Revolutionary Era*, New Haven: Yale University Press, 2023, 312 pp.

Reviewed by
Mathieu Ferradou, Paris

Le dernier livre de Janet Polasky est particulièrement bienvenu. Il s'agit d'un livre aussi bien politique qu'historien – comme le sont tous les livres d'histoire – qui assume clairement la première dimension. Le projet du livre, qui est défini dans son épilogue, est d'exhumer une histoire de l'accueil au moment même où, à l'échelle nationale, les frontières se ferment, parfois de manière matérielle par la construction de murs. Or, le dilemme auquel sont confrontés les « États-nations » aujourd'hui a montré leur faillite. Il est alors nécessaire de puiser dans l'histoire des expériences politiques de l'accueil de réfugiés pour rouvrir des possibles oubliés.

La question des réfugiés a jailli historiquement pendant l'Âge des Révolutions et Janet Polasky explore la manière dont la ville-État de Hambourg (chap. 1 à 3) et les cantons suisses (chap. 4) à la fin du XVIII^e siècle, la jeune République de Belgique (chap. 5 à 8) et les États-Unis (chap. 9) au début et milieu du XIX^e siècle ont chacun répondu à cette question. Selon elle, l'échec actuel des États-nations, grippés par le nationalisme sécuritaire, peut être dépassé en repartant de l'échelle locale (ce qui est valable aussi pour d'autres problèmes globaux comme le réchauffement climatique).

Si le propos politique semble louable, il faut cependant remarquer que l'analyse historique rencontre un certain nombre d'impasses voire d'impensés. La première est la question de l'échelle. Entre Hambourg, les cantons suisses, la Belgique et les États-Unis, trois échelles au moins sont en jeu et les regrouper dans une opposition entre échelle locale et échelle nationale semble peu pertinent. Certes, Janet Polasky compare davantage Hambourg avec Genève (où s'était réfugié Giuseppe Mazzini) et Bruxelles (où elle se focalise sur les réfugiés qu'y furent le couple Karl et Jenny Marx), mais les deux types de situation sont clairement différentes ainsi qu'elle est obligée elle-même de l'écrire : alors que Hambourg est un espace local intégré dans un feuilletage d'échelles différentes que représente l'Empire (échelle supranationale avec l'Empire et échelle régionale avec les cercles, notamment le cercle de Basse-Saxe pour Hambourg), Genève et Bruxelles sont intégrées dans des États-nations. Cette confusion nuit au propos, et Janet Polasky se contredit elle-même à plusieurs reprises lorsqu'elle précise que l'hospitalité offerte par ces villes (Hambourg, Genève, Bruxelles, New York...) prend fin lorsqu'elles sont contraintes d'expulser ou de prendre des mesures de surveillance contre ces réfugiés du fait de la pression des gouvernements nationaux, eux-mêmes soumis à la pression géopolitique extérieure (dans les cas de Hambourg, Genève et Bruxelles) ou à la pression de leur opinion publique (aux États-Unis) contre ces réfugiés perçus comme turbulents et important leurs idées révolutionnaires déstabilisatrices.

Plusieurs erreurs parsèment l'ouvrage. Ainsi, lorsqu'elle évoque Joel et Ruth

Barlows, elle prétend qu'ils auraient fui la France de peur pour leur vie alors qu'il n'en est rien puisqu'ils concluaient des accords commerciaux pour le compte de la France (ce que Janet Polasky écrit elle-même).¹ Les Gales ne confièrent pas leur fille aux Barlows, ainsi que le témoignage de Winnifred (disponible en ligne dans les Gales Family Papers de la UNC Wilson Special Collections Library), en atteste clairement. Ces confusions et ces erreurs jettent des doutes sur l'interprétation de la situation hambourgeoise. On remarque d'ailleurs que, pour un livre qui se présente comme l'exhumation de configurations historiques oubliées, celui-ci repose en réalité non sur une recherche empirique, mais sur des sources de seconde main (c'est particulièrement frappant pour Hambourg et pour l'interprétation du séjour de Marx à Bruxelles).

La confusion la plus gênante vient de ce que Janet Polasky mélange les situations de manière indistincte sous le vocable de « réfugiés ». Si la comparaison des différents exilés se justifie, la dépolitisation de la question des réfugiés la réduit à une affirmation un peu creuse des droits humains, sans poser la question des conditions effectives de la possibilité de ces droits. Bien sûr, elle répudie à juste titre la distinction « réfugié politique » de « réfugié économique ». Toutefois, par exemple en étudiant Hambourg, elle mélange les émigrés avec les réfugiés, c'est-à-dire ces aristocrates qui ont choisi de quitter la France de la Révolution, non parce qu'ils y étaient persécutés mais par refus du projet politique égalitaire, ainsi que l'historiographie récente l'a bien montré, avec les réfugiés républicains chassés d'autres pays pour avoir défendu la Révolution.

Or, la seconde thèse du livre consiste à affirmer que c'est le libéralisme, sous la forme du capitalisme marchand et du libre-échange, qui crée les conditions d'une cosmopolitique en reliant différents espaces et donc l'hospitalité envers les réfugiés. Pourtant, les archives françaises et anglaises montrent que ce sont précisément pour des raisons commerciales que le Sénat de Hambourg a livré à plusieurs reprises des réfugiés républicains irlandais aux autorités britanniques, violant leur neutralité proclamée. De manière plus générale, depuis Frantz Fanon, nous connaissons la relation constitutive entre le capitalisme, la violence coloniale et ce que Harsha Walia appelle l'impérialisme de frontières, le nationalisme raciste et l'expropriation des « terres, du travail et de la vie », notamment via le contrôle de l'État.² C'est précisément l'impensé de la question de l'État-nation qui apparaît : en le présentant comme une force essentiellement conservatrice, Janet Polasky omet d'expliquer que la politique de l'État est le résultat de luttes politiques et que la « nation » a été le lieu d'une offensive féroce des contre-révolutionnaires pour la transformer en un instrument réactionnaire, le « nationalisme ». Au cœur de cette offensive, la défense de la propriété privée, menée par exemple par Edmund Burke, qui avait accueilli avec grande satisfaction la dénonciation par l'abbé Barruel du cosmopolitisme présenté comme une conspiration athée. À nouveau, Hambourg aurait pourtant offert un excellent cas pour comprendre ces luttes à plusieurs échelles dans une époque de révolutions.³ L'ironie ainsi déployée par Janet Polasky lorsqu'elle dépeint Marx réfugié à Bruxelles qui développe sa théorie socialiste grâce à l'accueil d'un pays libéral et capitaliste apparaît

alors comme une tentative de renversement intellectuel qui laisse sceptique.

Il n'en reste pas moins que *Asylum Between Nations* réouvre un chantier historiographique et politique important. Janet Polasky propose des descriptions incarnées de la manière des familles de marchands Sieveking et Chapeaurouge, qui étaient alliées (la seconde étant d'ailleurs issue d'immigrés à Hambourg depuis la Suisse), et accueillaient chaque dimanche des réfugiés pro-Révolution française. Son évocation des cercles de réfugiés français, prussiens, polonais que fréquentaient le couple Marx à Bruxelles, les cafés où ils se réunissaient et inventaient le socialisme, est également très vivante. Les pages consacrées à l'investissement des quarante-huitards et surtout des femmes dans les communautés locales américaines (notamment dans l'éducation) sont particulièrement inspirantes, même si elles ne sont pas neuves.

Asylum Between Nations propose donc une synthèse de travaux divers (en intégrant notamment l'historiographie récente sur l'exil) et, malgré ses fragilités, participe au débat politique sur la question de l'asile, qu'il faut imposer aux dirigeants actuels pour peu qu'on se définisse comme un héritier de l'idéologie des droits humains.

Notes

- 1 R. Buel/J. Barlow: *American Citizen in a Revolutionary World*, Baltimore 2011; Ph. Ziesche, *Cosmopolitan Patriots: Americans in Paris in the Age of Revolution*, Charlottesville 2010.
- 2 H. Walia, *Border and Rule: Global Migration, Capitalism, and the Rise of Racist Nationalism*, Chicago 2021.
- 3 M. Ferradou, A "Banquet Fraternal" at Hamburg in 1798: The Irish Connection and the Birth of the Modern Conspiracy Theory, in: *Age of Revolutions*, 13 November 2023, <https://ageof-revolutions.com/2023/11/13/a-banquet-fraternal-at-hamburg-in-1798-the-irish-connection-and-the-birth-of-the-modern-conspiracy-theory/>.